



## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Sports et Traditions sportives

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Stéphanie JANNIN, Yvon PELLET

## **Sports et Traditions sportives - Convention d'occupation temporaire du domaine public - Infrastructure numérique - Application mobile VOGO Sport - Autorisation de signature**

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, rapporte :

Conformément à la délibération n° 4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, devenu métropolitain avec la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole soutient le sport de haut niveau au plan national ou international.

Dans ce contexte, le sport est reconnu comme un levier de développement économique intéressant pour le territoire qui ne peut être déconnecté des démarches portées par la French Tech en faveur de l'innovation et du numérique.

La société VOGO développe une technologie numérique unique et brevetée qui permet aux spectateurs d'événements sportifs de revoir des séquences ou des actions sur leurs terminaux multimédias (smartphones, tablettes) à partir d'images issues des caméras des sociétés chargées de la couverture médiatique des manifestations.

Aussi, afin de continuer l'utilisation de cette technologie dans les équipements sportifs métropolitains, il est proposé par une nouvelle convention de prolonger l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public permettant à la société VOGO d'installer ses dispositifs de captation et de diffusion des images, au sein des bâtiments mentionnés ci-dessous, appartenant au domaine public immobilier métropolitain.

Les équipements métropolitains identifiés pour une installation de ce système sont le Stade de la Mosson « Mondial 98 », le Complexe sportif Yves-du-Manoir, le Palais des sports René-Bougnol, la Piscine Olympique d'Antigone et la Patinoire Végapolis.

La société bénéficiaire aura alors la possibilité de développer des accords avec les clubs résidents et leurs partenaires, afin de faire bénéficier les spectateurs des enceintes sportives de cette nouvelle prestation en contrepartie de recettes publicitaires ou de marges sur les recettes supplémentaires générées pour les clubs ou leurs partenaires du fait de la mise à disposition de cette technologie.

Une convention d'occupation temporaire du domaine public définit les conditions techniques et financières dans lesquelles Montpellier Méditerranée Métropole autorise la société à occuper à titre précaire et révocable les emplacements requis pour l'installation des infrastructures informatiques nécessaires à la mise en œuvre de ce système.

Cette convention d'occupation temporaire du domaine public est établie pour 3 ans à compter de la signature de la convention.

Les montants des redevances annuelles d'occupation par site sont établis proportionnellement aux capacités d'accueil des établissements concernés, soit :

- Stade de la Mosson « Mondial 98 » : 1 000,00 € HT ;
- Complexe sportif Yves-du-Manoir : 800,00 € HT ;
- Palais des sports René-Bougnol : 300,00 € HT ;
- Piscine Olympique d'Antigone : 100,00 € HT ;
- Patinoire Végapolis : 100,00 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention d'occupation temporaire du domaine public régissant les modalités de gestion des installations, et notamment les redevances d'occupation du domaine public, passée avec la société VOGO ;
- dire que les recettes seront inscrites au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-99947-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- AOT\_VOGO\_Convention1567522985240.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.